

EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 03/2021 – 2

OBJET : FISCALITE

Fixation du produit de la taxe Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) pour l'année 2021

L'An deux mille vingt et un et trente et un du mois de mars (**31.03.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 25 mars 2021, s'est rassemblé à la salle Jean Moulin de Castelsarrasin, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel - M. FERVAL Jean-Philippe - Mme TRESSSENS Christiane - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PAYSSOT Céline - M. REMIA Alex - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - M. BON Philippe - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. PAILLAS Alain - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mme M'BAMBI MATALA Claudine - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie - M. LOURMEDE Guy - M. THIERS Jean-Christophe - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme LAFFINEUR Nicole - Mme HEMMAMI Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme CAVALIÉ Marie Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
Mme CARDONA Muriel
M. EIDESHEIM David
M. BENECH Eric
M. POUGNAND Jérôme
Mme LOPEZ Sophie
M. BOUSQUET Franck

a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Jeanine BAJON-ARNAL
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Bernard GARGUY
a donné procuration à Pierre PUCHOUAU
a donné procuration à Romain LOPEZ
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS EXCUSES :

M. USSEGLIO Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme HEMMAMI Estelle (à partir de la délibération n° 17)
Mme CAVALIÉ Marie (à partir de la délibération n° 17)

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, M. Soufiane ACHCHTOUI ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Depuis le 1er janvier 2018, la Communauté de Communes exerce la compétence :

- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'environnement

Cette compétence concerne l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, et visant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- la défense contre les inondations et contre la mer
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts ;

Vu l'article 1530 bis du code général des impôts qui stipule que :

« II. — **Le produit de cette taxe est arrêté chaque année dans les conditions prévues à l'article 1639 A** par l'organe délibérant de la commune ou, le cas échéant, de l'établissement public de coopération intercommunale, dans la limite d'un plafond fixé à 40 € par habitant, au sens de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales, résidant sur le territoire relevant de sa compétence.

Sous réserve du respect du plafond fixé au premier alinéa du présent II, le produit voté de la taxe est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, telle qu'elle est définie au I bis de l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, telle qu'elle est définie au même I bis.

III. — Le produit de la taxe prévue au I du présent article est réparti entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises, proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente à la commune ou aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

IV. — La base de la taxe est déterminée dans les mêmes conditions que pour la part communale ou, à défaut de part communale, dans les mêmes conditions que pour la part intercommunale de la taxe principale à laquelle la taxe s'ajoute.

Les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte sont exonérés de la taxe prévue au I au titre des locaux d'habitation et des dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous conditions de ressources. Les redevables au nom desquels une cotisation de taxe d'habitation est établie au titre de ces locaux sont exonérés de la taxe.

Le produit de la taxe, après déduction du prélèvement prévu au A du I et au II de l'article 1641 du présent code, est reversé au bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales.

VI. — Les cotisations sont établies, contrôlées, garanties et recouvrées comme en matière de contributions directes.

Les réclamations et les contentieux sont présentés et jugés comme en matière de contributions directes.

VII. — Les dégrèvements accordés en application du IV ou par suite d'une imposition établie à tort sont à la charge de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Ils s'imputent sur les attributions mensuelles de taxes et impositions perçues par voie de rôle prévues à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales. »

Vu l'article 164 de la loi de finances pour 2019 qui modifie la date de fixation du produit et qui stipule que « **le produit de la taxe GEMAPI devra être voté chaque année avant le 15 avril de l'exercice concerné** » ;

Considérant que la taxe GEMAPI a été instaurée par délibération 02/2018 - 12 du 13 février 2018 ;

Considérant que le produit de la taxe pour 2018 et 2019 a été fixé à 50 000 € ;

Considérant que le produit de la taxe pour 2020 a été fixé à 100 000 € ;

Considérant que les dépenses à couvrir pour l'année 2021, à savoir, en fonctionnement, l'étude de préfiguration de la compétence sur le territoire intercommunal (43 450 €), les participations aux différents syndicats de rivières pour 40 000 € et les dépenses prévues par le PAPI d'intention Tarn.

En investissement, la principale dépense concerne l'étude de danger des systèmes d'endiguement de Moissac-Lizac pour un montant de 166 695 €.

Afin de financer ces dépenses, il est proposé, en plus du trop-perçu 2020 (51 711,58 €), de fixer à 100 000 € le produit attendu pour 2021.

Le solde étant financé par les autres recettes de fonctionnement et d'investissement (subventions).

Vu l'avis de la commission communautaire Finances et actions de mutualisation et de coopération en date du 17 mars 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 23 mars 2021 ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **arrête** le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 100 000 € pour l'année 2021 ;
- **charge** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et aux services fiscaux et de signer tous documents relatifs à cette affaire.

AR Prefecture

082-200066322-20210413-DEL0320212-DE

Reçu le 13/04/2021

Publié le 13/04/2021

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère régulier de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

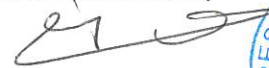
Transmission en Sous-Préfecture le : 13/04/2021

Publication le : 13/04/2021

Notification le :

**AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS**

LE PRESIDENT,



D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 55

Votants : 61

Adoptée à l'unanimité des votants